

Etats-Unis/Politique

# La bataille s'engage après l'ouverture d'une procédure de destitution contre Trump

AFP  
Washington/États-Unis

*Il y a peu de chances toutefois pour qu'elle aboutisse, en raison notamment du rapport de force au Sénat.*

LES grandes manœuvres ont commencé hier aux États-Unis, au lendemain de la décision explosive des démocrates de lancer une procédure de destitution contre Donald Trump : au cœur de la bataille, la transcription d'une conversation entre le président américain et son homologue ukrainien.

Très en colère, le locataire de la Maison Blanche a de bon matin, depuis New York, vilipendé des démocrates "emplis de haine et de peur", estimant être le président le plus "maltraité" de l'histoire des États-Unis.

A quelques 400 jours de la prochaine présidentielle, les démocrates ont lancé la première étape de la mise en accusation solennelle de Donald Trump, une procédure rare et explosive qui a peu de chances d'aboutir à sa destitution, mais projette une ombre sur sa campagne de réélection.

Alertés par un mystérieux lanceur d'alerte, ils le soupçonnent d'avoir fait pression sur les autorités ukrainiennes pour les forcer à enquêter sur l'ancien

vice-président de Barack Obama, Joe Biden, bien placé pour l'affronter lors du scrutin de 2020.

Se disant victime d'une "chasse aux sorcières de caniveau", Donald Trump devait tenter hier de déconstruire leur argumentaire et de prouver que ses échanges avec Kiev étaient parfaitement "irréprochables".

Il s'est d'abord engagé à publier le compte-rendu d'une conversation téléphonique qu'il a eue fin juillet avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, au cœur de l'affaire. "Est-ce que les démocrates s'excuseront après avoir vu ce qui s'est dit lors de cet appel avec le président ukrainien?", a-t-il tweeté. "Ils devraient, c'était un appel parfait, on les a pris par surprise !"

Hier après-midi, les deux dirigeants doivent se retrouver en marge de l'Assemblée générale de l'Onu à New York. Les déclarations de M. Zelensky, qui se trouve dans une position très inconfortable, seront particulièrement suivies. Dans la foulée, le milliardaire républicain doit participer à une conférence de presse sur son séjour à l'ONU, au cours de laquelle il devrait développer sa défense.

**"POSITIF"**• De leur côté, les élus démocrates de la

Chambre des représentants tentent de sécuriser l'audition du lanceur d'alerte, un membre de la communauté du renseignement, à l'origine du scandale.

Ils doivent également entendre ce jeudi le directeur du renseignement national, Joseph Maguire, qui avait refusé de leur transmettre son signalement.

Leur but ? réunir le maximum d'informations au sein de plusieurs commissions pour étayer leur dossier de mise en accusation ("impeachment" en anglais) avant de passer au vote en séance plénière à la chambre basse du Congrès. Compte-tenu de la majorité démocrate dans cette enceinte, il est probable que Donald Trump soit mis en accusation, ce qui n'est arrivé qu'à deux de ses prédécesseurs : les démocrates Andrew Johnson en 1868 et Bill Clinton, poursuivi pour "parjure" en 1998 après sa liaison avec la stagiaire de la Maison Blanche Monica Lewinsky. Le Sénat, où les républicains restent majoritaires, devra ensuite conduire le "procès" du président et rendre son verdict à une majorité des deux-tiers. Pour que le milliardaire new-yorkais soit destitué, les démocrates devraient convaincre 20 sénateurs républicains, ce qui paraît



Photo : AFP / L'Union

Le président Donald Trump confronté désormais à l'ouverture d'une procédure de destitution qu'il dénonce comme «une chasse aux sorcières de caniveau.»

hautement improbable à ce stade.

L'exercice pourrait se retourner contre eux. Donald Trump a estimé mardi qu'une mise en accusation aurait un effet "positif" sur sa campagne.

Cette éventualité a longtemps freiné la chef des démocrates au Congrès Nancy Pelosi, qui a freiné pendant des mois les appels des élus les plus progressistes

à lancer la procédure de destitution sur la base des conclusions de la tentaculaire enquête russe.

L'habile stratège de 79 ans craignait que les électeurs ne sanctionnent en 2020 un parti qui passerait trop de temps à cibler le républicain, plutôt qu'à parler des sujets qui les préoccupent profondément, comme l'économie et la santé.

## Trump a bien demandé au président ukrainien d'enquêter sur Biden

AFP  
Washington/États-Unis

DONALD Trump a bien demandé à son homologue ukrainien d'enquêter sur son rival démocrate Joe Biden, selon la transcription d'un appel téléphonique entre les deux dirigeants rendue publique hier par la Maison Blanche.

"On parle beaucoup du fils de Biden et du fait que Biden ait arrêté l'enquête et beaucoup de gens veulent en savoir plus sur le sujet, donc cela serait formidable si vous pouviez vous pen-

cher dessus", dit-il à Volodymyr Zelensky lors de cet échange le 25 juillet.

Donald Trump propose à cette occasion à son homologue ukrainien de travailler en coopération avec son avocat Rudy Giuliani, "un homme très respecté" et avec le ministre américain de la Justice Bill Barr et précise que les deux juristes vont se mettre en contact avec lui prochainement.

Hunter Biden, fils de celui qui est l'un des favoris à la primaire démocrate pour 2020, a été membre de 2014 à 2019 du comité de surveillance du groupe

gazier ukrainien Burisma, un temps visé par une enquête par corruption. Lui n'a toutefois jamais été inquiété.

Donald Trump accuse Joe Biden d'avoir réclamé en 2015 le limogeage du procureur général ukrainien pour protéger les intérêts de son fils.

Alors vice-président de Barack Obama, le démocrate a bien exigé le départ de ce procureur, mais dans le cadre d'une campagne de lutte contre la corruption menée avec les Européens et les organisations internationales qui, eux aussi, militaient pour le départ

de ce responsable accusé d'entraver les réformes.

Quelques jours avant l'appel entre MM. Trump et Zelensky, le président américain a gelé une aide de près de 400 millions de dollars, destinée à Kiev.

Les démocrates le soupçonnent d'avoir utilisé ce levier pour faire pression sur son homologue afin de nuire à Joe Biden et ont annoncé mardi qu'ils allaient ouvrir une procédure de destitution à son encontre (lire ci-dessus).

Dans son échange, M. Trump ne mentionne pas cette aide. Il se plaint juste que les États-Unis en

fassent plus pour l'Ukraine que les Européens.

La conversation soulève toutefois la question d'une autre contrepartie, M. Trump invitant son homologue à la Maison Blanche, après avoir écouté sa réponse sur sa demande concernant Joe Biden.

"Les États-Unis ont été très très bons pour l'Ukraine et je ne dirais pas que ça a forcément été réciproque", déclare-t-il aussi, en assurant que la tentaculaire enquête (aujourd'hui bouclée) sur l'ingérence russe lors de la présidentielle 2016 avait trouvé des ramifications en Ukraine.

## Le président affirme ne pas avoir exercé "la moindre pression" sur l'Ukraine

AFP  
New York/États-Unis

LE président américain Donald Trump a affirmé hier ne pas avoir exercé "la moindre pression" sur l'Ukraine après la publi-

cation de la transcription d'un échange téléphonique avec son homologue ukrainien.

"Il n'y a pas eu la moindre pression", a déclaré M. Trump, très remonté, en marge de l'Assemblée générale de l'Onu. "C'est probablement la plus grande

chasse aux sorcières de l'histoire américaine (...). C'est une honte", a-t-il ajouté.

Selon le locataire de la Maison Blanche, les médias avaient présenté cet échange téléphonique comme "un échange sorti tout droit de l'enfer", or la transcription démontre,

selon lui, qu'il s'agissait d'un "échange anodin".

"Une partie du problème est lié aux Fake News (...). Il y a beaucoup de journalistes corrompus", a-t-il poursuivi, à l'issue d'une réunion dans un hôtel new-yorkais sur le Venezuela. La transcription d'un appel

téléphonique entre M. Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky montre que le président américain a demandé à ce dernier d'enquêter sur la famille de son potentiel rival démocrate à la présidentielle 2020 Joe Biden. (Lire ci-dessus).

### L'Afrique en bref

• **Malawi/Politique.** Violents incidents lors d'une marche contre la réélection du président

La police du Malawi est intervenue hier à Blantyre (sud) pour mettre un terme à des échauffourées entre des manifestants de l'opposition qui dénonçaient la réélection en mai du président Peter Mutharika et des partisans du parti au pouvoir.

• **Nigeria/Violence.** Des jihadistes exécutent un humanitaire pris en otage

Un travailleur humanitaire nigérian enlevé avec cinq autres personnes par un groupe jihadiste dans le nord-est du Nigeria en juillet a été exécuté, a annoncé hier l'ONG française Action contre la faim (ACF).

### A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat.** Quatre tués, dont un journaliste, dans le sud

Quatre personnes, dont un journaliste et un enfant, ont été tuées dans l'explosion d'une bombe à l'entrée d'un bureau de campagne du président Ashraf Ghani à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, a-t-on appris hier de source officielle.

• **Haïti/Manifestations.** Le président demande une "trêve historique"

Le président haïtien Jovenel Moïse a appelé à "une trêve historique", dans un message diffusé sur la télévision d'État dans la nuit de mardi à hier, alors que des manifestations et une pénurie de carburants paralysent le pays depuis un mois.

• **Israël/Législatives.** Netanyahu : un siège de plus

La commission électorale israélienne a publié hier les résultats définitifs des législatives du 17 septembre, qui octroient un député en plus au Likoud (32 élus désormais), le parti de Benjamin Netanyahu, sans pour autant offrir un nouvel horizon à Israël dans l'impasse politique.

• **Russie-Venezuela/Diplomatie.** Poutine encourage Maduro à dialoguer avec l'opposition



Photo : AFP

Le président russe Vladimir Poutine a appelé hier son homologue vénézuélien Nicolas Maduro à poursuivre un dialogue avec l'opposition pour éviter une situation "néfaste" dans un pays en proie à une profonde crise économique et politique.